



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FLASH INFO

MON
ORIENTATION
EN LIGNE

n° 19 - juillet 2026



Collège/Lycée

→ Passeport Educfi

Le passeport Educfi est un dispositif ayant pour objectif de sensibiliser les élèves aux enjeux de l'éducation budgétaire et financière.

Proposé jusqu'alors à titre expérimental (au collège et en 2^{de} professionnelle depuis 2019), le passeport Educfi sera généralisé à toutes les classes de 4^e à la rentrée 2026. Une expérimentation en lycée général et technologique et un renforcement en voie professionnelle sont prévus à partir de 2027.

À consulter : l'[article](#) sur le site du ministère de l'Éducation nationale.

→ Effectifs scolaires à l'horizon 2035 : quels scénarios ?

Depuis 2010, la baisse des naissances entraîne une diminution progressive de la taille des générations entrant dans le système éducatif, avec un impact observé depuis 2016 dans le premier degré et depuis 2024 dans le second. La DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) présente plusieurs projections d'effectifs scolaires à l'horizon 2035 (dans le public et le privé sous contrat), à partir de différentes hypothèses démographiques et scolaires.

À lire : la [Note d'Information n° 26-09](#) de la DEPP d'avril 2026.

→ Commission d'enquête du Sénat sur l'excellence académique

Auditionnés respectivement les 9 et le 10 juin 2026 par la commission d'enquête sénatoriale sur l'excellence académique, Gilles Roussel, président du CESP (Comité éthique et scientifique de Parcoursup et Mon Master) et Jérôme Teillard, chef de projet de la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur et Parcoursup au MESRE (ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace), ont défendu un accès à l'enseignement supérieur, via la plateforme Parcoursup.

Les auditions ont abordé plusieurs enjeux clés : les capacités d'accueil en licence, la place de la lettre de motivation dans les candidatures ou encore l'évolution de la carte des formations pour favoriser l'insertion professionnelle des étudiants.

À consulter : les [vidéos](#) et le [compte rendu](#) des auditions sur le site du Sénat.

→ Guide de la vie étudiante 2026

Ce [guide](#) est destiné aux lycéens et aux lycéennes qui s'apprêtent à poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur. Il propose des informations pratiques sur l'ensemble des sujets qui jalonnent la vie étudiante : aides financières, logement, santé, restauration, sport, culture, engagement ou encore insertion professionnelle. Chaque thématique renvoie vers les sources officielles afin de faciliter les démarches et d'accéder à des informations fiables et actualisées.

Enseignement supérieur

→ Projet de loi sur la régulation de l'enseignement supérieur privé

Le Sénat a adopté, en première lecture le 2 juin 2026, le projet de loi relatif à la régulation de l'enseignement supérieur privé. Ce texte vise à offrir aux étudiants et à leurs familles un repère clair et à les protéger des dérives. Face à la forte croissance de l'enseignement supérieur privé, le gouvernement souhaite aussi renforcer le contrôle de la qualité des formations. Le projet de loi prévoit de faire de Parcoursup un véritable gage de qualité, en réservant à terme l'accès à la plateforme aux formations évaluées par une instance indépendante, le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).

Le texte renforce également la protection des étudiants et des apprentis, avec un droit de rétractation élargi, l'encadrement des frais demandés aux étudiants et l'interdiction des frais de réservation pour les apprentis. Enfin, il prévoit de nouveaux outils de contrôle pour l'État et accorde davantage de souplesse aux universités à travers une accréditation plus globale de leurs formations (accréditation par grands secteurs de formation plutôt que diplôme par diplôme).

À consulter : le [communiqué de presse](#) sur le site du MESRE ainsi que l'[article](#) de Vie publique.

Par ailleurs, un [rapport](#) conjoint de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et de l'IGÉSR (Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche) dresse un état des lieux de l'enseignement supérieur privé lucratif. S'appuyant sur le contrôle de deux groupes de formation (Galileo Global Education et Collège de Paris) et de quatre établissements (HETIC, ESG Lyon, Ascencia Business School et Exchange College), la mission y constate une qualité pédagogique inégale, des pratiques commerciales trompeuses et un manque de transparence sur les diplômes, dans un contexte de risque de défaillance de certains acteurs et d'une réglementation très limitée.

→ Effectifs étudiants : les projections jusqu'en 2034

D'après une note du SIES, la croissance des effectifs devrait se poursuivre, portée par l'augmentation du nombre de bacheliers des sessions 2023 et 2024, par la hausse du taux de poursuite des bacheliers et par l'augmentation des entrées au niveau master. Il est prévu un plafonnement de l'effectif, qui atteindrait 3,1 millions d'étudiants à court terme et se stabiliserait à ce niveau jusqu'au début des années 2030, avant d'amorcer une diminution à partir de la rentrée 2033, sous l'effet de la baisse des naissances observée depuis 2015. La progression continue des taux de poursuite post-bac et la diversification des parcours devrait atténuer cette tendance. Par ailleurs, les évolutions seront variables selon les établissements. Ainsi, la croissance de l'effectif étudiant se poursuivrait dans les écoles de commerce, dans les écoles d'ingénieurs, dans les autres établissements privés ainsi que dans les formations paramédicales et sociales.

À lire : la [Note d'Information du SIES n°2026-04](#) de mai 2026.

→ Développement de l'année de césure post-bac

Un rapport publié par l'IGÉSR (Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche) analyse les freins et les perspectives de développement de la césure post-baccalauréat en France. Alors que moins de 1 % des étudiants y ont recours, les auteurs soulignent les nombreux bénéfices de cette expérience en matière de maturation du projet d'études, d'acquisition de compétences et de réussite dans l'enseignement supérieur.

Le rapport met en évidence un dispositif encore insuffisamment connu, marqué par des procédures parfois complexes et des inégalités d'accès, notamment pour les étudiants issus de milieux moins favorisés. Pour favoriser son essor, il formule plusieurs recommandations : mieux informer les lycéens et lycéennes et leurs familles, simplifier les démarches administratives, renforcer l'accompagnement et mieux valoriser les compétences acquises durant la césure. L'objectif est de faire de la césure un véritable outil d'orientation et de personnalisation des parcours, au service de la réussite étudiante.

À lire : le [rapport](#) sur le site de l'IGÉSR.

→ Mon Master 2025 : des parcours étudiants diversifiés avant l'entrée en master

Cette note du SIES (sous-direction des systèmes d'information et études statistiques) analyse les parcours des candidats et des candidates ayant confirmé au moins une candidature sur la plateforme Mon Master en 2025. Elle met en évidence la diversité des trajectoires dans l'enseignement supérieur avant l'entrée en master, même si le parcours le plus fréquent reste celui d'une licence générale suivie en trois ans après le baccalauréat, qui concerne près d'un quart des candidats.

L'étude montre également que les parcours antérieurs influencent les chances d'admission : les candidats et candidates issus d'une licence générale ou passés par une classe préparatoire aux grandes écoles obtiennent plus fréquemment une proposition d'admission. Enfin, elle souligne l'importance de la mobilité géographique à l'entrée en master, avec près d'un tiers des étudiants et étudiantes qui rejoignent une formation située à plus de 100 kilomètres de leur lieu d'études précédent, impliquant souvent un déménagement.

À lire : la [note du SIES n° 2026-05](#) de mai 2026.

Créations abrogations de diplômes

Les **CAP Facture d'accordéons, Facture de pianos, Facture d'instruments à vent et Lutherie guitare** (1^{re} session 2028) remplaceront les différentes options du **CAP Assistant technique en instrument de musique** (dernière session 2027, avec une session supplémentaire en 2028 pour les candidats ajournés).

Outre-Mer

→ Mayotte est un Département-Région depuis le 1er janvier 2026

Par [décret n° 2025-1427 du 30 décembre 2025](#), le conseil départemental de Mayotte devient un département-région baptisé « Assemblée de Mayotte ». Cette mesure permet à la collectivité d'exercer les compétences dévolues aux départements et aux régions.

À lire : « [L'outre-mer](#) » L'essentiel de Vie publique - Numéro 32 - Vendredi 20 février 2026.

→ L'enseignement dans les territoires ultramarins en dépression démographique

Un [rapport de la mission d'information](#) sur la situation démographique et le maintien des forces vives dans ces territoires (Martinique, Guadeloupe et La Réunion) de l'Assemblée nationale du 22 janvier 2025 étudie la situation démographique de chaque territoire ultramarin et rend compte de situations très hétérogènes entre « explosion démographique » et baisse de la population. Il met en évidence des difficultés persistantes : contexte socio-économique fragile, décrochage scolaire supérieur à la moyenne nationale, inadéquation de certaines infrastructures, fracture numérique et difficultés de remplacement des enseignants.

Le rapport préconise une meilleure adaptation des politiques éducatives aux réalités locales, notamment par le maintien de moyens pédagogiques adaptés, le renforcement de la formation des enseignants, la valorisation des langues régionales et l'amélioration des conditions matérielles d'enseignement. Il comporte également un volet consacré à la prévention et à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes en milieu scolaire. Au total, les rapporteurs formulent 56 recommandations visant à réduire les inégalités éducatives et à mieux répondre aux spécificités des territoires ultramarins.

À lire : la [synthèse](#) en ligne sur Vie publique.

Mobilité

→ Erasmus + et enseignement agricole

Le programme Erasmus+ joue un rôle majeur dans le développement de l'enseignement agricole en favorisant la mobilité des élèves, étudiants, apprentis et personnels à travers l'Europe.

Plus de 75 % des établissements agricoles (publics et privés) sont engagés dans des actions de mobilité Erasmus +, et l'enseignement agricole représente plus d'un quart des mobilités Erasmus + du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels. En 2024-2025, environ 7 % des apprenants de l'enseignement agricole (soit plus de 15 000 élèves, apprentis et étudiants) ont effectué une mobilité Erasmus +.

À lire: l'[article](#) sur le site Erasmus +.

Numérique/IA

→ Quel usage de l'intelligence artificielle générative au lycée ?

Dans un [article](#), Cédric Naudet, spécialiste en sciences de l'éducation, s'appuie sur les résultats d'une enquête menée au sein d'un établissement, pour mettre en évidence l'utilisation répandue de l'IA générative (81 % des répondants déclarent l'avoir déjà utilisée dans le cadre de leurs études) tout en soulignant une hétérogénéité marquée dans l'appropriation de cet outil, en fonction des élèves (pour lesquels l'auteur identifie trois typologies).

Les stratégies de vérification des réponses de l'IA sont également différenciées. Toutefois, près d'un tiers des élèves affirme ne jamais les vérifier, ce qui témoigne, selon l'auteur, d'un rapport de confiance élevé, voire d'une dépendance vis-à-vis de l'outil. Le recours aux enseignants, aux parents ou encore aux manuels scolaires demeure marginal.

À lire: l'[article Eduscol](#) dédié aux IA et leurs usages en éducation.

→ Internet: les tendances 2025

D'après un [communiqué de presse](#) publié par Médiamétrie en février 2026, portant sur l'année 2025, le temps passé en ligne par les Français s'est accru : plus de 3 h par jour sur Internet et près de 5 h pour les 15-24 ans. Le téléphone intelligent est majoritairement utilisé, à tous les âges, pour naviguer. Un changement d'échelle est relevé quant aux usagers de l'IA conversationnelle: plus de 7 millions d'internautes l'utilisent quotidiennement.

→ L'IA dans l'État

Le gouvernement a dévoilé [le plan « Notre IA »](#), destiné à accélérer le déploiement d'une intelligence artificielle utile, humaine et souveraine dans les services publics. Le programme prévoit la généralisation d'outils d'IA pour les agents (assistant conversationnel, retranscription, traduction), l'amélioration de l'accompagnement des usagers et la modernisation des fonctions support. Il s'accompagne d'un effort de formation, d'un cadre d'usage sécurisé et d'une stratégie visant à renforcer la souveraineté numérique de l'État en s'appuyant sur des technologies françaises et européennes.

Parmi les outils à destination des agents, l'« Assistant » (anciennement l'« Assistant IA ») va être généralisée. Avant son déploiement, « L'Assistant » a été testé pendant dix mois par 10 000 agents au sein de six ministères pilotes. Un [bilan](#) de cette expérimentation est disponible sur le site de la DITP (direction interministérielle de la transformation publique).

Décrochage

→ « Des ruptures de scolarité au retour d'équilibre »

Cette revue de l'Institut Bertrand Schwartz, centre de recherche et de réflexion sur les politiques jeunesse et les pratiques d'accompagnement des jeunes, créé à l'initiative de l'UNML (Union nationale des missions locales) met en lumière le décrochage scolaire comme un phénomène complexe, qui s'inscrit dans un parcours progressif plutôt qu'une rupture brutale.

Elle souligne que ce phénomène est étroitement lié aux inégalités sociales, aux difficultés d'orientation et au manque de sens donné aux apprentissages. Loin d'être uniquement individuel, le décrochage interroge le fonctionnement du système éducatif et les politiques publiques.

Malgré une baisse du nombre de jeunes sans diplôme, les conséquences restent importantes en matière d'insertion professionnelle et de précarité.

Face à ces enjeux, les auteurs insistent sur la nécessité de renforcer une approche globale et coordonnée, associant Éducation nationale, Missions Locales et partenaires, afin de mieux accompagner les jeunes et de prévenir les ruptures. À lire : [la revue](#) sur le site de l'UNML, juillet 2025.

Orientation

→ Repenser l'orientation scolaire

Le collectif d'action « Nouvelles générations » de la Fondation de France a réalisé une étude et une cartographie des acteurs de l'orientation. Parmi les constats mis en évidence : les inquiétudes persistantes des élèves ainsi que les freins dans l'orientation liés au genre, au milieu social et au territoire. Le collectif met en avant trois pistes d'action.

À lire : la synthèse et les « [Extraits de l'étude sur l'orientation scolaire : présentation des enjeux et acteurs](#) » sur le site de la Fondation de France, 29 septembre 2025.

Jeunesse

→ Cinq ans après la pandémie, les jeunes générations fragilisées

Cinq ans après la pandémie, les recherches présentées par l'Ined (Institut national d'études démographiques) mettent en évidence des conséquences durables sur les trajectoires éducatives et professionnelles des jeunes. La crise sanitaire a entraîné des pertes d'apprentissage persistantes en lecture et en mathématiques, particulièrement chez les filles et dans certains territoires moins bien équipés pour assurer la continuité pédagogique.

L'incertitude générée par les confinements a également influencé les choix d'orientation post-bac, avec une progression des candidatures vers les filières jugées plus sécurisantes, comme les classes préparatoires aux grandes écoles, au détriment des licences générales. Dans l'enseignement supérieur, le risque de décrochage universitaire a fortement augmenté, notamment chez les étudiants en début de cursus.

À lire : [l'article](#) sur le site de l'Ined, 13 janvier 2026.

→ Repérage et intervention précoce en santé mentale

Dans un [rapport](#) remis le 12 février 2026 à la ministre de la Santé, une mission d'experts souligne la dégradation préoccupante de la santé mentale des adolescents et des adolescentes, ainsi que des jeunes adultes, dont les troubles psychiques constituent la première cause de morbidité et de handicap chez les 15-25 ans.

Pour favoriser un accès plus rapide et plus lisible aux soins, la mission formule dix recommandations, parmi lesquelles la création d'une cartographie des ressources territoriales, le déploiement de dispositifs d'intervention précoce sur l'ensemble du territoire, le renforcement de la formation des professionnels, le recours aux outils numériques, le soutien à la recherche et la mise en place d'un financement durable. Le rapport appelle à une stratégie nationale ambitieuse et coordonnée pour faire de l'intervention précoce un pilier de la politique de santé mentale des jeunes.

Dans le prolongement de ce rapport, une [circulaire](#) publiée le 29 juin 2026 décline ces recommandations dans le cadre scolaire en renforçant les procédures de repérage, d'orientation et de coordination avec les acteurs du soin.

Retrouvez les derniers numéros de Flash Info
Mon orientation en ligne sur [OnisepDoc](#).

Mon orientation en ligne (MOEL) est un service gratuit d'aide à l'orientation qui apporte des réponses personnalisées par mél, tchat et téléphone.
Pour plus d'informations : www.monorientationenligne.fr.

Rédaction : Suzanne Albano, Hakima Bahi, Lucie Bendaouadj.